



CONSEIL
GÉNÉRAL
GUYANE

*Mme Louberto
M. Louberto
ST → FN*

BT

Cayenne, le 01 OCT. 1999 1999

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT
ET DE L'AMÉNAGEMENT

Service Environnement Recherche Ecotourisme

N° 374 /99 / C.G. / SERE / CMM

Ju. L.

**Monsieur Le Maire
de la Commune de Rémire
Montjoly
Mairie de Rémire-Montjoly
97354 Rémire-Montjoly**

Objet : Délibération relative à la création d'une zone de préemption

Monsieur Le Maire,

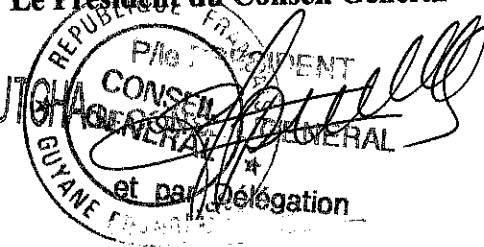
Je vous prie de trouver ci-joint la délibération; les plans de délimitation ainsi que les plans de situation relatifs à la création de la zone de préemption sur le mont Mahury.

Je vous rappelle que selon la réglementation en vigueur, à savoir l'article R. 142-5 du code d'Urbanisme, une copie de l'ensemble doit être tenue à la disposition du public à la mairie. En outre, un avis de ce dépôt doit être donné par affichage pendant une période d'au moins un mois à la mairie.

Dans l'attente, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président du Conseil Général

Robert PUTCHAG



MAIRIE DE RÉMIRE

Arrivée - 7 OCT. 1999

Enregistré sous le n° 9894



CONSEIL GENERAL

**DELIBERATION N°64-99/CG RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UNE
ZONE DE PRÉEMPTION SUR LE MONT MAHURY**

+==+==+

Vu la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane ;

Vu le décret n° 47-2.252 du 1^{er} novembre 1947 relatif aux Conseils Généraux des nouveaux départements d'Outre-Mer et aux pouvoirs des Préfets de ces Départements ;

Vu la loi du 10 août 1871 en ses articles non abrogés ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les Communes ;

Vu le rapport n° 46-99/SERE du 6 avril 1999, présenté par Monsieur le Président du Conseil Général ;

Vu l'avis de la commission des affaires culturelles, éducatives, de la jeunesse et des sports, du tourisme et de l'environnement en date du 27 avril 1999 ;

**LE CONSEIL GENERAL DE LA GUYANE
en sa 1^{ère} séance du 2^{ième} trimestre 1999**

APPROUVE le rapport présenté par Monsieur le Président du Conseil Général.

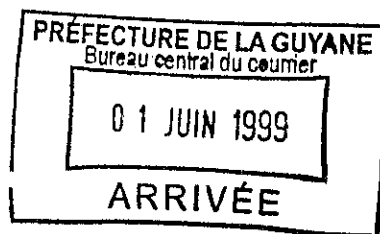
DECIDE la mise en place d'une zone de préemption sur le Mont Mahury (commune de Rémire-Montjoly - section AP du cadastre, parcelle n°s 22, 26, 28, 32, 34 à 42, 47, 49, 50, 77 à 80, 138, 140 à 143, 166, 189, 235, 259, 261, 305).

Dans cette zone ainsi définie, le Département délègue son droit de préemption au Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres qui sera prioritaire pour acquérir les parcelles mises en vente. Les parcelles acquises par l'utilisation du droit de préemption seront aménagées et ouvertes au public.

DONNE POUVOIR au Monsieur le Président du Conseil Général pour signer au nom et pour le compte du Département toutes les pièces devant intervenir à cet effet.

Fait et délibéré à Cayenne, en séance publique du 07 Mai 1999.

CERTIFIE EXECUTOIRE






LE PRÉSIDENT,
CONSEIL
GÉNÉRAL
GUYANE FRANÇAISE
André LECANTE

• Cartographie des parcelles incluses dans la zone :
 (Extrait du plan cadastral de la commune de Rémire-Montjoly)

- — — • Proposition de zone de préemption déléguée au Conservatoire du Littoral
- - - - - Sentier du Rorota

Intervention du Conservatoire du Littoral
 (d'après propositions de l'étude MO SICARD/CNE 97)

Parcelles à préempter	
	Intervention "principale"
	Zone d'extension n°1
	Zone d'extension n°2

